

CAPEB

L'artisanat du BTP positif et offensif

Selon la Capeb, l'année 2018 a été « bonne » pour l'artisanat du BTP, sauf dans le logement social. En 2019, la confédération veut permettre à ses adhérents d'être mieux rémunérés pour leur travail mais aussi de répondre en direct aux marchés.

La FRBTP, l'autre organisation patronale du BTP, n'est pas citée mais c'est évidemment elle qui est visée.

« 2018 n'a pas été mauvaise pour l'artisanat du bâtiment, ce n'est pas la catastrophe. On peut même dire que l'activité a été bonne », confie Cyrille Rickmounie, président de la Capeb (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment), là où son homologue de la FRBTP, Bernard Siriex, évoque régulièrement un secteur « au fond du gouffre ».

Pas mauvaise l'année écoulée ? La Capeb en veut pour preuve deux statistiques : le chiffre d'affaires 2018 devrait se situer entre 1,5 et 1,37 milliard d'euros contre 1,27 en 2016 et 1,28 en 2017. Et le nombre de salariés est reparti à la hausse, passant de 16 857 fin 2017 à 17 338 en novembre 2018.

Cyrille Rickmounie n'en tire pas la conclusion que tout va bien : « Il y a des collègues qui vivent des situations difficiles, notamment à cause des délais de paiement ».

Les artisans travaillant dans le logement social sont ceux qui ont le plus souffert l'an passé, notamment après la remise en cause de l'allocation logement pour l'accès à la propriété (réintroduite en 2019 par le gouvernement en attendant de la remplacer par un autre dispositif). Un dossier sur lequel la Capeb s'est battue.

« Prix figé deux ans avant »

Cette année, la confédération va porter plusieurs gros chantiers.

Le premier, mené en lien avec la chambre de métiers grâce à un financement de la Région, c'est une étude sur le prix de la construction de logements sociaux à La Réunion. Estimant que les montants payés par les donneurs d'ordre sont « anormalement bas », la Capeb veut mesurer « le manque à gagner » pour ses adhérents sachant que « le prix est figé deux



La Capeb plaide en faveur de la structuration d'une interprofession du BTP. (Photo David Chane)

ans avant le démarrage des chantiers et que c'est le donneur d'ordre qui impose la fourchette », regrette Franck Legros. Sans aller jusqu'à un véritable référentiel, ce travail doit déboucher sur la définition de « prix d'approche ». L'étude sera publiée en juin... juste au moment de la conclusion de la conférence logement outre-mer.

Deuxième sujet de préoccupation pour la Capeb : « la concentration entre les mains de quelques-uns des matières premières », relève Raymond Vaïtilingom, secrétaire général, en référence aux matériaux de construction. « Il faudra trouver des solutions ». Suite à un rapport de l'observatoire des prix concluant à des écarts de prix allant jusqu'à 48 % (pour les treillis soudés) entre la Réunion et la métropole, l'Autorité de la concurrence s'est saisie du dossier.

Troisième et dernier gros chantier : une coopérative baptisée

Abre a été créée afin de permettre aux artisans de se regrouper pour répondre en direct aux appels d'offres publics et privés plutôt que de se contenter d'un rôle de sous-traitant.

14 artisans de plusieurs secteurs en font déjà partie et un premier marché a été signé avec un particulier. « L'intérêt pour le donneur d'ordre, c'est que si l'une des entreprises disparaît, un autre membre de la coopérative prend le relais », résume Franck Legros.

Conclusion de Cyrille Rickmounie : « c'est dans la difficulté que nous sommes plus forts. N'attendons pas de l'Etat la distribution de cadeaux aux Ultramarins. Nous devons prendre notre destin avec l'accompagnement de la puissance publique ».

La Capeb appelle de ses vœux la structuration de la filière BTP en interprofession, comme cela existe déjà dans l'agroalimentaire. Ces derniers mois, dans le cadre de la défense de l'allocation

logement mais aussi de l'accord salarial 2018 qu'elle a été la seule à signer, la confédération s'est rapprochée des syndicats de salariés et veut continuer alors que les négociations 2019 entrent dans le vif du sujet le 12 mars : « en tant qu'entreprises citoyennes, nous allons assumer nos responsabilités car ce sont les salariés qui font la richesse des entreprises », promet Cyrille Rickmounie. Là encore, la FRBTP appréciera...

Cédric BOULLAND

GROS PLAN

UNE MISSION DE L'IGAS À LA RÉUNION

Une mission de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) est en déplacement sur l'île cette semaine afin d'auditionner les partenaires sociaux de toutes les branches dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Avenir professionnel. Elle doit notamment faire des propositions destinées à adapter les Opco (opérateurs de compétences remplaçant les Opca dans le domaine du financement de la formation professionnelle) dans les départements d'outre-mer. La Capeb fait partie des syndicats auditionnés. Les différents acteurs du BTP se sont battus l'an passé avec succès afin de bénéficier d'un Opco dans la filière construction et non d'être rattachés à une structure interprofessionnelle.



L'année 2018 a été compliquée dans le logement social. (Photo Yann Huet)

GEORGES HOAREAU
CENTRE DE FORMATION AUX PERMIS DE CONDUIRE

DÉBLOQUE LA ROUTE !

GILET JAUNE



Mi blok !

**PERMIS POIDS LÉGER ET
TITRE PROFESSIONNEL
MARCHANDISES ET VOYAGEURS**

Avec les formations routières Georges HOAREAU :
Permis de circuler, Permis de travailler

GILET GEORGES HOAREAU



Mi roule !